

19 JULY 2016 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

DÉCLARATION DE M. FRANÇOIS HOLLANDE, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, SUR LA L'ATTENTAT TERRORISTE À NICE ET SUR LES RELATIONS FRANCO-PORTUGAISES, À LISBONNE LE 19 JUILLET 2016.

[Télécharger le .pdf](#)

Mesdames, Messieurs,

Chers compatriotes,

Je suis très sensible à la présence d'Antonio COSTA, le Premier ministre du Portugal, ici, à nos côtés, dans cette ambassade, dans cette circonstance. C'est le premier déplacement après l'attentat qui vient d'avoir lieu à Nice, sur la Promenade des Anglais.

Cette visite, qui est celle de l'amitié, avait été annoncée le jour de la Fête nationale du Portugal. C'était à Paris et le Président de la République portugaise ainsi que le Premier ministre portugais étaient venus saluer la communauté portugaise de France et s'adresser à elle, en rappelant tout ce qui nous unissait. J'avais annoncé que j'irai, à mon tour, au Portugal, à Lisbonne, pour rencontrer les autorités portugaises, et aussi vous saluer, vous, communauté française ici, au Portugal.

Puis, est arrivé cet acte terrible, monstrueux, sur la Promenade des Anglais, dans la nuit du 14 juillet, au moment où des familles entières, des femmes, des hommes, des enfants se pressaient pour assister au feu d'artifice et ont connu l'horreur. Un camion conduit par un terroriste qui fauche des dizaines de vies, 84 morts, plusieurs centaines de blessés et puis encore des hommes, des femmes et des enfants qui sont entre la vie et la mort.

Nous sommes rassemblés ici, la communauté française, au Portugal, parce que le Portugal est un pays ami, un pays qui a été toujours à nos côtés, pour les joies, pour les épreuves. Un pays qui a voulu partager avec la France les mêmes valeurs, valeurs de liberté, de tolérance, de démocratie, qui a aussi lutté pour arracher sa liberté, ce n'était pas si loin.

Un pays profondément européen, qui fait beaucoup d'efforts pour respecter les règles, les disciplines de l'Europe, mais qui attend de l'Europe davantage que des procédures. Un pays qui attend d'être porté, comme le nôtre, par un projet qui nous dépasse et par une protection que l'Europe doit apporter.

Je veux m'associer à votre peine et à votre chagrin, parce que quand des compatriotes sont touchés, quand des touristes étrangers sont frappés, nous sommes tous, non seulement saisis d'effroi, mais tous concernés.

Nous nous posons les mêmes questions légitimes. Pourquoi la France ? Pourquoi le 14 juillet ? Pourquoi cette ville de Nice ? Pourquoi cet individu, qui n'était pas jusque-là connu pour participer, de près ou de loin, à des activités liées au terrorisme, bascule d'un seul coup dans la radicalisation et dans la terreur ? Pourquoi la France ? Parce que c'est la France justement, parce qu'elle porte des valeurs, parce qu'elle a un idéal, un mode de vie, parce qu'elle est attachée pour toujours à la liberté, parce que cela fait partie du fondement même de son existence.

Pourquoi le 14 juillet ? Parce que c'est non seulement la fête nationale, mais c'est la fête de tous les pays, de tous les peuples qui aspirent à la souveraineté, à l'indépendance, à la liberté, aux Droits de l'Homme. Pourquoi Nice ? Parce que c'est une ville parmi les plus belles du monde, parce qu'elle reçoit des dizaines de milliers, pour ne pas dire des centaines de milliers de touristes. Parmi les victimes, plus de 18 nationalités ont été recensées.

Et pourquoi ? Pourquoi s'attaquer à la France ? Parce que la France lutte contre le terrorisme, contre le fondamentalisme, contre le fanatisme. C'est son honneur, autant que c'est son devoir. Nous le faisons pour notre propre sécurité. Nous le faisons aussi pour l'Europe. Nous le faisons pour le monde. Nous le faisons aussi pour les pays dans lesquels nous intervenons parce que nous avons été appelés.

Dois-je dire que c'est au Mali que nous avons eu une opération, parce que ce pays risquait d'être entièrement occupé par les terroristes ? Ensuite, si nous sommes allés en Centrafrique, pour d'autres raisons, et si le Portugal nous a appuyés, c'est pour éviter qu'il puisse y avoir de la barbarie et des populations qui se déchirent entre elles.

Si ensuite, nous sommes allés en Irak et en Syrie, si nous intensifions nos frappes aériennes c'est bien

pour toucher Daesh parce que cette organisation a décidé de nous frapper ici. Nous frapper comme cela s'est produit au mois de janvier 2015 ou au mois de novembre. Nous frapper par des réseaux, par des organisations, par une préparation méticuleuse d'attentats.

Mais nous frapper aussi en appelant à une forme d'action où un individu radicalisé peut utiliser une arme, y compris un camion, pour faire le plus de morts et ainsi participer à cet effroi que le groupe terroriste Daesh veut créer dans notre pays.

Alors, dans ce contexte, où la solidarité européenne doit être appelée, comme elle l'avait été d'ailleurs le 13 novembre et les jours qui avaient suivi, je remercie tous les pays qui nous ont apporté leur concours, parce que l'Europe, ce n'est pas simplement un marché, une monnaie, l'Europe, c'est un esprit et c'est aussi une défense. Défense qui doit être d'ailleurs renforcée, ce sera une des leçons que nous aurons à tirer du Brexit et l'impulsion que nous aurons à donner.

Mais mon rôle, ma responsabilité, mon devoir, c'est de protéger les Français. Vous êtes ici, au Portugal, mais vous êtes liés à la France parce que vous êtes citoyens français et vous avez de la famille qui aspire à être protégée dans sa vie quotidienne, comme vous l'êtes ici. Nous devons assurer, je dois assurer la protection du pays.

Après le 13 novembre, j'avais pris la décision très lourde d'instaurer l'état d'urgence. Il a été prolongé jusqu'au 26 juillet et nous aurons encore à le prolonger. J'avais demandé qu'une loi puisse être votée nous donnant dans notre arsenal pénal tous les moyens d'agir pour des actions sous l'autorité des préfets, de l'autorité administrative mais également pour que les juges et les procureurs puissent intervenir £ pour que nous puissions fermer un certain nombre de sites propagandistes, ils l'ont été £ pour que des mosquées qui entretiennent la radicalisation puissent être fermées, elles l'ont été £ pour qu'un certain nombre d'individus puissent être renvoyés, ils l'ont été £ pour qu'il y ait des perquisitions, pour qu'il y ait des assignations à résidence, tout cela a été engagé, tout cela devra être poursuivi, pour protéger nos concitoyens.

Nous avons voté deux lois antiterroristes et une loi sur le renseignement. Ce que je voulais, et j'espère que le Parlement va l'adopter dans les prochaines heures, c'est que l'état d'urgence puisse être prolongé et renforcé à un très haut niveau. Je voulais aussi maintenir l'opération Sentinelle. C'est-à-dire des milliers de militaires qui s'ajoutent à des policiers et à des gendarmes pour assurer, autant qu'il est possible, partout, la protection de nos concitoyens.

Puis, nous allons faire appel à ce que l'on appelle la réserve opérationnelle, à tous ceux qui peuvent, par un acte de volontariat, parce qu'ils ont reçu la formation nécessaire, se joindre à ces forces-là. Nous avons déjà je veux saluer cet acte patriotique de nombreuses personnes qui se sont immédiatement signalées pour prendre leur part dans cette réserve opérationnelle. Avec la formation qu'ils ont déjà reçue ou qu'ils auraient à compléter, pouvoir les mettre à disposition de nos forces de sécurité.

Je dois assurer cette protection même s'il y aura toujours des risques. Comment pourrait-il ne pas y en avoir ? Qui peut imaginer que malgré le déploiement d'autant de forces et de moyens, il n'y aura pas toujours une menace ? La menace, elle est là. C'est parce qu'il y a une menace et qui vient de l'extérieur que nous avons aussi à intensifier nos actions.

J'avais, le 14 juillet -avant même que ne se produise cet acte monstrueux, sur la Promenade des Anglais-annoncé que nous allons renforcer notre appui aux Irakiens, pour la reconquête d'une ville, Mossoul, qui est un des repères des djihadistes de Daesh. Nous faisons aussi en sorte qu'en Syrie, notamment pour la prise de Raqqa, nous puissions appuyer, autant qu'il est possible. En Irak, nous ferons en sorte, et en ce moment même, le ministre des Affaires étrangères français et le ministre de la Défense sont à Washington avec leurs homologues, de déterminer quel va être l'appui que nous allons apporter pour porter autant de coups et, à un moment, un coup fatal aux terroristes de Daesh, à cet Etat islamique. Voilà ce que nous devons faire à l'intérieur et à l'extérieur. Mais nous sommes la France, la France avec ses principes, son organisation, son mode de vie, sa volonté de ne rien céder. Est-ce que nous allons abandonner les rassemblements ? Est-ce que nous allons cesser de faire en sorte que notamment, dans la période estivale, nous puissions avoir de la culture, du sport, du loisir ? Est-ce que nous allons empêcher nos compatriotes et tous les touristes qui viennent du monde entier visiter la France qui est la première destination touristique au monde ? Est-ce que nous allons fermer nos frontières complètement ? Empêcher de vivre ceux et celles qui aspirent aux loisirs, à la liberté, au repos ? Tout contrôler, tout

surveiller ?

Je salue ici les forces de sécurité : militaires, policiers, gendarmes et tous ceux qui viendront en renfort. Je salue les policiers municipaux qui vont faire un travail considérable, notamment dans les villes touristiques. Je fais appel à la vigilance de tous nos concitoyens. Et en même temps, parce que je suis chef de l'État, je dois dire aux Français qu'ils doivent vivre et montrer cette capacité de résistance, cette conviction que nous sommes la France et que nous ne mettons pas un genou à terre alors même que l'on veut nous frapper et qu'il y a du sens à défendre nos libertés. Nous nous protégeons et, en même temps, nous protégeons nos libertés.

Que voudrait dire, que signifierait être la France si nous céditions à nos libertés, à nos principes, à notre ordre constitutionnel et à commencer par la Constitution française avec ses principes ? Certains nous disent : « Mieux vaudrait ne plus avoir d'État de droit et être en sécurité. » Mais nous n'aurions alors ni la sécurité ni l'État de droit et nous aurions toujours le terrorisme.

Que cherche le terrorisme ? Il cherche à nous diviser, à nous séparer, à nous opposer, à susciter la haine, la suspicion, la querelle, la vindicte. Nous savons que ce sont des ferments qui existent dans toute société humaine et notamment la nôtre, forcément la nôtre.

Alors, ce qui doit être plus fort que tout, c'est la France, ce sont les Français malgré la douleur, malgré l'épreuve je pense aux familles malgré tout ce que nous ressentons, tout ce que nous rejetons, tout ce que nous devons faire, y compris pour assurer notre sécurité et les interventions à l'extérieur. C'est le sens aussi de la prolongation de l'état de l'urgence et du renforcement d'autres dispositions législatives, c'est le sens aussi de l'intervention de nos armées.

Tout ce que nous devons faire, nous devons le faire pour la France, pour assurer la permanence de ce qu'elle représente aux yeux du monde. Je suis au Portugal, un pays avec lequel nous sommes liés, je l'ai dit, par l'Histoire, par la langue. Ici, avec le Président portugais tout à l'heure puis avec le Premier ministre, nous parlions en français. À croire que c'était la langue officielle. Je crois comprendre que ce n'est pas le cas et je ne demande pas que cela le soit, même en signe de l'amitié. Mais voilà, il s'agit d'un pays qui veut parler notre langue parce qu'il nous aime, parce qu'il regarde la France, parce qu'il attend la France aussi.

Le Portugal a fait beaucoup d'efforts pour rester dans la zone euro, avait fait des efforts aussi pour venir dans l'Europe. Le Portugal attend de nous que nous soyons à ses côtés. Je vous l'assure, nous le serons. Vous l'êtes, vous, communauté française, et je voulais vous en remercier. C'est pourquoi je tenais à ce qu'il y ait cette rencontre, même pour cette visite qui a été écourtée compte tenu des circonstances, pour vous exprimer ma gratitude parce qu'ici, vous faites flotter bien plus que le drapeau français, vous faites en sorte que la France puisse être représentée. D'abord par l'éducation, je salue ici les personnels des lycées qui font beaucoup pour la langue, pour la culture, pour l'éducation, pas simplement pour nos compatriotes français mais pour tous ceux qui sont accueillis dans les établissements.

Je salue toutes celles et tous ceux qui se dévouent pour la culture française, pour les arts, pour tout ce qui contribue aux modes de vie, y compris la gastronomie française qui est bien représentée ici, au Portugal. Je remercie tous ceux qui contribuent à ce que beaucoup de touristes français viennent ici, au Portugal, plus d'un million. Je salue aussi tous ceux qui favorisent les investissements de toutes sortes : économiques, parfois même immobiliers si j'ai bien compris.

Je fais confiance à tous ces Français pour que, contribuant à l'activité au Portugal, ils contribuent eux aussi à l'activité en France, parce que nos sorts sont liés. Je vous remercie pour tout ce que vous faites au nom des entreprises françaises. Une entreprise française est installée depuis près de 100 ans, AIR LIQUIDE, ici, au Portugal. Il y en a maintenant 700. 30 % le sont depuis quelques années seulement. Merci à tous les salariés, tous les dirigeants, les cadres de ces entreprises que vous êtes, qui contribuent justement à ce que l'économie portugaise puisse se redresser et l'économie française puisse confirmer sa reprise.

Merci à tous d'avoir été là dans les moments d'épreuve. Merci à tous d'avoir confiance, d'avoir confiance dans l'avenir, d'avoir confiance dans votre pays, d'avoir confiance dans ce que nous essayons de porter ensemble en Europe. C'est-à-dire un message de fermeté il le faut un message de solidarité elle est nécessaire mais aussi un message d'espérance parce que si nous avons hérité de la paix des générations qui nous ont précédés, nous sommes devant des défis.

Celui du terrorisme est sans doute l'un des plus grands, il se nourrit de l'instabilité des crises autour de nous. Dans nos générations qui avaient pensé -peut-être trop rapidement- que nous ne pourrions connaître qu'un environnement de paix, de stabilité, de tranquillité, surtout après l'effondrement du Mur de Berlin, il nous faut regarder la réalité en face comme je la regarde depuis plusieurs années. Il y a une part de tragique dans l'Histoire. Il y a une part de défi qui s'adresse chaque fois à une génération. C'est la nôtre qui est concernée.

Est-ce que nous serons capables d'être ensemble, unis, forts ou est-ce que nous allons connaître la discorde, la désunion et puis, finalement, la dislocation ? Cela vaut pour la France, cela vaut pour l'Europe. Le Royaume-Uni a décidé de partir. Nous essaierons d'avoir le meilleur rapport avec le Royaume-Uni dans le cadre des négociations qui vont s'ouvrir mais nous, Européens, nous devons continuer notre marche et donc nous devons faire en sorte que ce soit notre unité, unité ici pour l'Europe, unité en France.

Merci d'être, en tant que citoyens français, partie prenante de l'unité indispensable en France et de l'union que nous voulons pour l'Europe. Vive la République, vive la France, vive l'amitié entre la France et le Portugal !